AGRICULTURE DURABLE et POLITIQUE AGRICOLE

Ce Mardi 4D organisé au mois de juin 2008, s'inscrivait dans un contexte où l'agriculture était présente sur le devant de la scène médiatique : l'animateur Joseph Racapé en a exposé les principales raisons, avant de donner la parole aux quatre invités.

Qu'est ce qu'une agriculture durable ?

La durabilité renvoie aux besoins fondamentaux couverts par l'agriculture : nourrir les populations d'abord, sans doute aussi produire des énergies renouvelables : il y a cinquante ans, sur chaque exploitation agricole, 30% de la surface étaient destinés à produire de l'énergie pour l'alimentation des chevaux, et pour le bois de chauffage.

La durabilité impose de contenir les externalités négatives : dégradation des sols, des ressources naturelles, en particulier ***l'eau*** (nappes phréatiques et eaux superficielles), et de la biodiversité. L'agriculture, responsable en France d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre, doit participer à la lutte contre l'effet de serre.

Elle doit aussi ***éviter les effets dommageables de la politique agricole sur les pays du Sud,*** compte – tenu du choc, très inégal, entre des agricultures avec des niveaux de productivité très différents : 1 à 560, entre un agriculteur du Sud avec sa houe et sa bêche, et un agriculteur du Middle West américain (en déduisant le coût en intrants du producteur américain). Il faut rajouter le dumping que constituent les subventions accordées à leur agriculture par certains pays développés.

Quelles sont les principales caractéristiques de contexte actuel ?

L'augmentation importante du prix des produits alimentaires de base a des conséquences dramatiques pour de nombreux consommateurs et pour les dispositifs d'aide alimentaire d'urgence.

Les politiques malthusiennes pratiquées depuis une trentaine d'années par l'Europe et les USA ont conduit à une réduction des stocks, la ponction de 20% sur la production de maïs étasunienne pour produire de l'éthanol a touché des marchés sensibles et alimenté les interventions des spéculateurs

En Europe, la politique agricole commune est en cours de révision, avec une échéance en 2013.

Les ONG sont très présentes dans le débat, sensibilisées à la fois pour l'impact sur les pays du Sud et celui sur l'environnement. ***Le grand public***, longtemps absent de la scène, s'intéresse aux débats.

Les institutions onusiennes se sont aussi emparées de la question : la FAO avec le sommet de l'alimentation, joint aux questions climatiques, et la Commission du développement durable, dans sa session du mois de mai. Dans ces enceintes, de nombreuses propositions préconisent le libéralisme et l'ouverture des marchés.

L'intitulé de ce débat « agriculture durable et politique agricole », sous-entend que durabilité implique politiques publiques ; telle est l'entrée de la question.

Bertrand HERVIEU, Secrétaire général du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes

Trois remarques permettent de poser la question du développement agricole durable en Méditerranée :

- Le contexte démographique : la Méditerranée connaît une croissance encore forte, et un processus de littoralisation, d'urbanisation et de concentration des populations. Mais la plupart des pays du sud et de l'est de la Méditerranée connaissent aussi une croissance démographique rurale en valeur absolue, selon une tendance qui ne s'infléchira que vers 2020.

En région méditerranéenne, les populations rurales demeurent donc nombreuses et, finalement, ne savent pas où aller. Elles sont en quelque sorte assignées à résidence, à pauvreté, à malnutrition.

Quels modèles de développement agricole et économique imaginer dans ces zones ?

- Une situation de déficit alimentaire, et de déficit abyssal des approvisionnements et des balances commerciales. Pour son alimentation, la Méditerranée est au cœur des marchés internationaux et de leur globalisation : 52% des importations méditerranéennes de céréales proviennent de quatre puissances extra-méditerranéennes (Etats-Unis, Canada, Argentine, Australie) – voilà qui est peu probant en termes de durabilité des transports. La population agricole de cette région, nombreuse, vit dans un contraste radical vis-à-vis de l'autre rive. Et la solution préconisée par de grandes institutions (Banque Mondiale, FMI, FAO et OMC) de s'alimenter sur les marchés mondiaux montre ses limites lorsque le prix des produits agricoles est multiplié par deux.
L'émergence de couches moyennes solvables n'a pas entraîné la spirale du développement espérée : dans la révolution qu'ils ont connue, les supermarchés n'ont pas eu le temps de construire une mise en marché locale, de solliciter les producteurs, les aider à construire des normes sanitaires ; les couches moyennes aspirent à une alimentation standardisée, conforme à la présentation des étals du monde entier. D'où une véritable cassure, catastrophique, qui n'est pas seulement Nord / Sud. Les paysanneries de l'intérieur sont renvoyées à des marchés micro-locaux, peu ou non solvables, et à une spirale de sous-développement peu propice à l'échange, à l'innovation, à la démocratie ; sans capacité de projection et de gestion de long terme, pour l'eau et les sols.

- La question de l'eau : la Méditerranée est une région où la disponibilité en eau par habitant est l'une des plus faibles. Paradoxalement, si les populations migrent, c'est que l'accès à l'eau potable est plus facile en zone urbaine que rurale.

La Méditerranée mérite qu'on se mobilise ardemment. La question méditerranéenne ne peut être pensée indépendamment de la question agricole et alimentaire. Ce n'est pas le cas quand on énonce les grands chantiers de coopération entre l'Europe et la Méditerranée. Il est urgent d'inventer un nouveau modèle dans cette région du monde qui, à nos portes, présente un véritable précipité chimique des tensions, contradictions et espoirs de la globalisation.

Jacques CHAZALET, vice-président de la FNSEA, responsable FRSEA du Massif central
Le modèle proposé par l'OMC, qui s'appuie sur la vision des avantages compétitifs et prétend que l'alimentation doit être traitée à l'instar des autres produits, ne fonctionne manifestement plus.
L'agriculture relève du vivant, non complètement maîtrisable. C'est une industrie lourde, avec un délai certain entre le moment des décisions politiques et le constat de leurs effets.
Dès l'Agenda 2000, la France a accepté une stratégie de mise en conformité avec les directives de l'OMC. Mais jusqu'à quel point faut il discuter à l'OMC ? La nouvelle PAC n'est plus liée à la régulation des marchés. La préservation des milieux, de la biodiversité, la lutte contre le réchauffement climatique ne relèvent pas de l'encouragement à la production, mais de politiques parallèles. C'est une difficulté, traduite par l'existence de deux piliers dans la PAC.
La FNSEA demande de réhabiliter une politique publique de gestion et de régulation, avec peut-être de nouveaux outils ; permettre le développement équitable de tous les territoires ; remplacer les soutiens liés à une référence historique et totalement découplés de la production, qui sont une aberration.
Avec le slogan *« Produire plus et produire mieux », la FNSEA* affirme le besoin de redévelopper la recherche, en particulier la science agronomique, qui a été délaissée.

Jacques PASQUIER, Secrétaire national de la Confédération paysanne
Il est presque indécent de parler du développement durable. Un bilan de santé de la PAC serait certes nécessaire, mais ce n'est nullement ce qu'on fait.
Les politiques agricoles pratiquées depuis 50 ans ont gravement atteint les ressources naturelles en France, et posent un gros problème de consommation d'énergie. Les agriculteurs sont souvent mis en cause : ils épandent des pesticides, mettent les engrais, mais ne sont pas responsables des modèles de

production préconisés par la formation et le système de vulgarisation, ni des incitations financières et des politiques qui favorisent ces systèmes de production.

Dans **les années 1950**, les politiques agricoles répondaient à des objectifs clairs : produire plus, avec moins de paysans, en maintenant le revenu de ceux qui restaient. Cela n'a pas posé de problème jusqu'au milieu des années 1970 : devenir ouvrier représentait plutôt une promotion sociale.
A partir de ***1992,*** a été mise en place, en Europe, une politique agricole de baisse des prix pour les rapprocher des prix mondiaux. L'essentiel des subventions aux agriculteurs a alors été attribué sous forme de paiements directs. Dès lors, les agriculteurs sont devenus de vrais fonctionnaires qui font ce qu'on leur demande de faire. ***En 2003***, pour respecter les règles de l'OMC, les aides ont été découplées de la production : un agriculteur reçoit des aides, quelle que soit son activité de production : aberration complète !

Plusieurs études démontrent qu'il est possible de nourrir neuf milliards d'habitants dans le monde à l'horizon 2050, en utilisant plus de la moitié des terres agricoles actuellement mises en valeur –mais pas selon le modèle occidental. Le modèle hyper-intensif français est quasi unique à l'échelle mondiale. Les rendements importants obtenus s'accompagnent d'atteintes majeures à l'environnement, en particulier à l'eau (pour son approvisionnement, et sa qualité).
Le Maroc dispose-t-il de suffisamment de terres agricoles et d'eau pour produire des fraises, sur des centaines d'hectares, destinées au marché français ? Au Burkina Faso, ou au Kenya, on a développé des productions de haricots verts. La concurrence est destructrice, conduit au dumping social et environnemental.
Ces règles de l'OMC, qui visent à mettre les uns en compétition avec les autres sur le seul critère du prix sont elles un objectif fondamental de nos sociétés mondiales ? A l'échelle de la planète, il nous faudra des mécanismes de régulation, d'organisation, et non des mécanismes de libéralisation tels que les impose l'OMC. Les paysans sont les premiers exposés à la faim : sur les 850 millions de mal nourris, les trois quarts sont des paysans.

Catherine GODARD, directrice du plaidoyer, au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD)

Le CCFD, a de fait toujours travaillé pour le développement durable : la non durabilité pénalise d'abord les populations les plus pauvres. La question de l'agriculture est centrale, pour lutter contre la faim et pour le développement. Parmi les 500 partenaires soutenus par le CCFD, au moins 200 travaillent sur la question agricole et alimentaire.

Des politiques agricoles durables passent par le soutien aux producteurs familiaux, agricoles mais pas seulement. La Banque mondiale, qui l'avait oublié depuis trente ans, a reconnu récemment que le développement d'agricultures familiales, avec leur diversité selon les pays, crée beaucoup d'emplois, en amont et en aval, en milieux rural et urbain.

Dans les pays du Sud, un modèle d'agriculture non durable s'est développé, depuis de longues années, en concurrence avec ces agricultures familiales qui n'ont plus l'espace ni le soutien ni le moyen de subsister.
Au Brésil, les agricultures familiales (qui concernent plusieurs millions de personnes) sont en concurrence avec une agriculture extrêmement intensive, inscrite dans les filières agro-industrielles des multinationales européennes et américaines, qui contrôlent une grande partie des terres et des investissements, avec l'appui des investissements publics brésiliens.
La Thaïlande, est le premier exportateur mondial de riz, après des années de subvention publique au développement d'une production rizicole intensive, irriguée, traitée avec des produits chimiques, etc.
Aujourd'hui, ces choix génèrent d'énormes problèmes sociaux, environnementaux. Les exportations de riz thaïlandais concurrencent les producteurs de riz africain, qui sont totalement étranglés, et ne

peuvent importer de riz parce qu'il n'y en n'a pas suffisamment sur le marché mondial. Mais les agriculteurs thaïlandais, surendettés, ont aussi beaucoup de mal à vivre, comme beaucoup d'agriculteurs européens.

Il ne s'agit donc pas d'une confrontation Nord / Sud, mais de choix de développement agricole, faits, depuis des années, dans de nombreux pays. Le débat doit donc se mener aussi dans ces pays.

Attention aussi à la définition des filières vivrières que l'on veut maintenant soutenir. Un élevage intensif de volailles au Brésil est une production vivrière, destinée en priorité au marché local, et, ensuite, exportée vers l'Afrique, vers l'Europe. Il faut donc **définir qui va produire, comment va se faire la production, qui va investir dans la production.**
On reparle d'aide publique au développement. Elle ne représente que 60 milliards de dollars, à peine plus que le montant de la PAC. Ce n'est certainement pas elle qui va relancer des productions agricoles dans les pays du Sud. A Rome, il y a eu appel pour mobiliser des capitaux privés, des fonds souverains, pour investir dans les agricultures des pays du Sud. Avec ces fonds, la motivation sera celle du retour sur investissement, du profit. Cela ne permettra pas de développer une agriculture durable dans les pays du Sud, qui soit capable de répondre aux enjeux agricoles de souveraineté alimentaire de ces pays. Si les agro-carburants sont plus profitables que les filières utiles à la consommation locale, on développera les agro-carburants.
La question « qui va financer ? » est donc une question majeure quant à la durabilité de ces politiques agricoles.

Pour les ONG, ce sont les gouvernements qui doivent mobiliser des ressources pour leur développement et leurs politiques agricoles, en mettant en place des politiques de contrôle de l'évasion fiscale, de l'activité des entreprises multinationales qui investissent dans ces pays. Les 250 milliards de dollars qui partent des pays en développement du fait de l'évasion fiscale devraient être investis dans le développement agricole.
Concernant la lutte contre le changement climatique : l'Indonésie et le Brésil, sont, après les Etats-Unis et la Chine, les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre. D'où viennent ces émissions ? De la déforestation et de la destruction des écosystèmes, pour développer l'agriculture intensive : palmiers à huile, soja, canne à sucre, etc.

La prise en compte de toutes ces dimensions progresse, par exemple sur les agro-carburants. Ces débats de société sont urgents, et il faut les décloisonner les uns par rapport aux autres.
Il faut de la cohérence, pour remédier à cette schizophrénie soucieuse de ménager à la fois les intérêts des uns et des autres (propre à tout gouvernement, il est vrai…). Dans ce cadre, justement, la pression que nous exerçons pour faire entendre ces préoccupations est essentielle, vitale.

<u>Mots clés :</u>
Agriculture durable
Politique agricole
Agronomie
PAC
Faim
Alimentation
Méditerranée

<u>Notes :</u>
Christian Bourdel, Association 4D, cbourdel@association4d.org